



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Procédure M_3256

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 9 rue des Tuiliers – 69003 LYON

Objet du marché : Réservation de berceaux dans des structures d'accueil de la petite enfance

Technique d'achat : Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1er - Généralités.....	4
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	4
1.1 Type de pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur	4
1.3 Bénéficiaires de l'accord-cadre.....	4
1.4 Modalités de mise à disposition du marché.....	5
1.5 Répartition des responsabilités.....	5
1.6 Litiges	6
2. Objet et périmètre du contrat	6
2.1 Objet du contrat	6
2.2 Nature du contrat.....	7
3. Durée de l'accord-cadre.....	7
3.1 Point de départ de la durée de l'accord-cadre.....	7
3.2 Durée de l'accord cadre	7
4. Pièces constitutives de l'accord-cadre	8
5. Pièces contractuelles des marchés subséquents	8
6. Division en lots	8
Chapitre 2 – Obligations générales administratives de chaque titulaire de l'accord-cadre	9
7. Obligation de réponse aux marchés subséquents	9
8. Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	9
8.1 Modifications administratives	9
8.2 Cession de marché.....	9
9. Suivi d'exécution de l'accord-cadre	10
10. Assurances.....	11
11. Discretion et confidentialité	12
12. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	12
13. Protection des donnees personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur – etablissements beneficiaires et titulaire	12
Chapitre 3 – Modalités de passation et d'exécution des marchés subséquents	14
14. Règles de passation des marchés subséquents.....	14
14.1 Dispositions générales.....	14
14.2 Elaboration du dossier de consultation du marché subséquent.....	15

14.3	Visites	16
14.4	Remise des offres	17
14.5	Négociation	17
14.6	Critères des marchés subséquents.....	17
14.7	Notification du marché subséquent.....	18
15.	Règles d'exécution des marchés subséquents	18
15.1	Respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et des principes de laïcité et de neutralité du service public.....	18
15.2	Résiliation des marchés subséquents	19
15.3	Pénalités d'exécution	21
15.4	Reporting des marchés subséquents	22
Chapitre 4 - Prix et règlements		24
16.	Contenu et caractère des prix	24
16.1	Forme des prix.....	24
16.2	Contenu des prix	24
16.3	Révision des prix.....	25
17.	Paieement des prestations	26
17.1	Modalités de facturation.....	26
17.2	Délais de paieement.....	28
Chapitre 5 – Résiliation de l'accord-cadre		30
18.	Motifs de résiliation.....	30
19.	Indemnité de résiliation	30
20.	Résiliation en cas de liquidation judiciaire	30
Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS		31

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

En application de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique et conformément à l'objet du GCS arrêté dans sa convention constitutive, le présent marché est passé par le GCS UniHA, pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, pour le compte des établissements définis à l'article 1.3 du CCATP.

Les établissements bénéficiaires sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils sont responsables de la passation des marchés subséquent et de l'exécution des prestations objet du marché.

1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant de l'accord-cadre est :

GCS UNIHA

9 rue des Tuiliers
69003 Lyon

Les référents sont les suivants :

- Administratif : Laetitia Rubeaux – Assistante de la Filière Services UniHA
Mail : laetitia.rubeaux@uniha.org
- Technique : Claire Migeon - Acheteur de la Filière Services UniHA
Mail : claire.migeon@uniha.org

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur lançant et notifiant les marchés subséquents est chaque établissement bénéficiaire de l'accord-cadre.

1.3 BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- Les adhérents de la centrale d'achat et qui ont la qualité d'établissement de santé, d'établissements médico-sociaux, de structures de coopération/mutualisation hospitalière,

toute structure intervenant dans le domaine de la santé parmi ceux listés en annexe 1 du CCAP, dès lors qu'une convention de mise à disposition a été signée dans les conditions précisées ci-après (Annexe 1 du CCAP « Liste des adhérents de la centrale d'achat »).

Le marché est susceptible d'être mis à disposition de ces adhérents dans la limite du montant maximum indiqué.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution du marché. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le montant maximum de l'accord-cadre devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé, des établissements médico-sociaux, des structures de coopération/mutualisation hospitalière, toute structure intervenant dans le domaine de la santé.

Il est estimé que le marché sera, en cours d'exécution, mis à disposition de 15 établissements de la centrale d'achat.

1.4 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU MARCHE

1.4.1 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUX ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT

Les adhérents de la centrale d'achat seront bénéficiaires du présent contrat, à la condition qu'une convention de mise à disposition du marché soit conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent marché. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire ».

Les bénéficiaires de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer son marché subséquent.

1.5 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives du GCS UniHA et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	GCS UniHA	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	

Passation des marchés subséquents		X
Gérer les procédures de révisions des prix de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures de révision des prix des marchés subséquents		X
Agrément des sous-traitants		X
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting et e-reporting)	X (pénalités d'exécution)
Délivrance du certificat de cession de créances		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Paiement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, et la résiliation des accords-cadres	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la passation et de l'exécution des marchés subséquents		X

1.6 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'accord-cadre lui-même relevant de la responsabilité du GCS UniHA relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

Les litiges relatifs aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre le bénéficiaire et le titulaire et dépendront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la réservation de berceaux dans des structures d'accueil de la petite enfance.

La prestation consiste en l'accueil des enfants du personnel des établissements bénéficiaires, au sein d'une ou plusieurs structures d'accueil de jeunes enfants dans les environs et/ou à proximité immédiate des établissements et des lieux d'habitation du personnel des établissements bénéficiaires, agréées par la Protection Maternelle Infantile (PMI) et conventionnées auprès de la Caisse d'Allocations Familiales en vue de l'éligibilité à la Prestation de Service Unique.

Les titulaires s'engagent à réserver au profit des établissements qui solliciteront cet Accord-cadre un nombre déterminé de places en structures d'accueil au prix forfaitaire annuel qui aura été déterminé dans le marché subséquent sur la base des prix-plafonds de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés passés sur leur fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Les caractéristiques des prestations attendues au titre de cet accord-cadre, ainsi que leurs conditions d'exécution, sont spécifiées dans le présent CCAP et dans les marchés subséquents.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

2.2 NATURE DU CONTRAT

Le marché est un accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec montant maximum de 20 000 000€ TTC pour la durée totale du marché.

Le nombre d'attributaires de l'accord cadre est de 3, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres.

Les marchés subséquents prennent la forme d'accord cadre en partie à bons de commande.

3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

3.1 POINT DE DEPART DE LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le point de départ de la durée de l'accord-cadre est la date de notification de l'accord cadre.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date de notification est la date de dépôt des actes d'engagement sur le profil acheteur de UniHA.

3.2 DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre. L'accord cadre pourra être renouvelé tacitement deux fois par périodes de 12 mois.

Les marchés subséquents pourront être notifiés pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

4. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives du présent accord-cadre sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement et ses annexes listées dans l'acte d'engagement**
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes** :
 - Annexe 1 : Liste des membres de la centrale d'achat
 - Annexe 2 : reporting
- Le **Cahier des Clauses techniques particulières**
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) de 2021
- **L'offre du titulaire**

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

5. PIÈCES CONTRACTUELLES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont les suivantes :

- Les pièces constitutives de l'accord-cadre listée ci-dessus ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières du marché subséquent et ses annexes ;
- L'Offre technique du titulaire du marché subséquent.

6. DIVISION EN LOTS

Le marché n'est pas alloté car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Chapitre 2 – Obligations générales administratives de chaque titulaire de l'accord-cadre

7. OBLIGATION DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Les Titulaires du présent accord-cadre s'engagent à répondre aux consultations auxquelles procèdent les établissements bénéficiaires en vue de la conclusion de leur marché subséquent, dans la mesure où ils sont en capacité de proposer une offre.

8. MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

8.1 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le GCS UniHA de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif du GCS UniHA avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

Les changements de coordonnées bancaires seront notifiés par le titulaire au GCS UniHA et aux établissements bénéficiaires, accompagné d'un courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

8.2 CESSION DE MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire à satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

9. SUIVI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Chaque titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2021 - 30/06/2021: pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

La méconnaissance par le Titulaire des stipulations prévues au présent article donnera lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à une pénalité de retard de 300 euros par semaine de retard. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Cette pénalité est appliquée par UniHA.

Reporting à la filière :

Afin d'assurer le suivi de l'accord cadre, chaque titulaire s'engage à communiquer à la filière Service, RH et PI un tableau récapitulant les informations relatives au déploiement de ses services auprès des adhérents.

Ce tableau comprend au moins les informations suivantes :

- identification du bénéficiaire,
- date de notification du marché subséquent,
- date de fin du marché subséquent
- montant du chiffre d'affaires HT et TTC notifié sur la durée du marché subséquent
- le nombre de berceaux contractualisé.

Le tableau est mis à la disposition d'UniHA, et il lui est communiqué à sa demande, et **à défaut une fois par le trimestre.**

Chaque titulaire tient UniHA informé des éventuelles difficultés d'exécution des marchés subséquents.

10. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, chaque titulaire de l'accord cadre doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de UniHA dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de retard de communication des assurances, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure, sans exonération et sans plafond.

Cette pénalité est appliquée par UniHA.

11. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

13. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'exécution des prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

Chapitre 3 – Modalités de passation et d'exécution des marchés subséquents

14. REGLES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

14.1 DISPOSITIONS GENERALES

Dès notification du présent accord-cadre aux titulaires, les établissements visés à l'article 1.4 pourront, pour leurs propres besoins, passer pendant toute sa durée un ou, successivement, plusieurs marchés subséquents après remise en concurrence des 3 titulaires de l'accord-cadre.

L'établissement bénéficiaire est donc le pouvoir adjudicateur pour la passation des marchés subséquents.

Les titulaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence à chaque marché subséquent.

Le classement des offres obtenu au stade de l'accord-cadre ne préjuge pas du classement obtenu à l'occasion de chaque marché subséquent sur la base des critères de chaque marché subséquent définis ci-après.

14.1.1 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

La durée de chaque marché subséquent sera fixée dans chaque marché subséquent concerné.

La durée d'exécution d'un marché subséquent ne pourra être inférieure à 24 mois et sera de 48 mois au maximum.

L'échéance des marchés subséquents pourra être postérieure à la durée de l'Accord-Cadre dès lors que les marchés subséquents auront été notifiés pendant la durée de l'accord-cadre.

14.1.2 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents prennent la forme d'accord-cadre en partie à bons de commande.

Le nombre de places en crèche annuel fera l'objet du marché subséquent.

En cas d'ajout d'un berceau en cours d'année, venant s'ajouter au nombre prévu dans le marché subséquent, l'exécution du marché se fera au moyen d'un bon de commande.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure de la survenance du besoin et mentionneront les éléments suivants :

- Nombre de places supplémentaires
- Zone géographique souhaitée
- Date de disponibilité de la place souhaitée

- Horaires d'accueil souhaités

Le montant maximum de chaque marché subséquent sera déterminé par l'établissement bénéficiaire au moment de la passation du marché subséquent. Ce montant sera déterminé en fonction du nombre de places souhaité et de l'amplitude horaire souhaitée, ainsi que des prix plafond indiqués dans l'accord cadre.

Les marchés subséquents pourront être mono ou multi attributaires.

Le choix est laissé à la libre appréciation de chaque établissement bénéficiaire.

Dans le cas d'un marché subséquent avec multi-attributions, le nombre de titulaires retenus sera de 2.

Dans cette hypothèse, l'adhérent précise lors de la passation du marché subséquent le nombre de berceaux à répartir entre les deux meilleurs titulaires, étant précisé que la répartition devra respecter la règle selon laquelle la meilleure offre obtient la majorité du nombre de berceaux sur la durée du marché subséquent, partie à bons de commande incluse.

14.1.3 DROIT D'EXCLUSIVITE DU OU DES TITULAIRE DU MARCHE SUBSEQUENT

L'établissement bénéficiaire peut exprimer lors de la passation de son marché subséquent le seuil de nombre de berceaux au-delà duquel le droit d'exclusivité du ou des titulaires du marché subséquent n'est plus garanti, même si le montant maximum n'est pas atteint.

A défaut de l'avoir précisé dans son marché subséquent, le ou les titulaire.s du marché subséquent ont un droit d'exclusivité tant que le montant maximum n'est pas atteint, sauf défaillance dûment constatée par l'établissement bénéficiaire.

14.2 ELABORATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DU MARCHE SUBSEQUENT

14.2.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET NATURE DES INFORMATIONS

Un dossier de consultation du marché subséquent sera adressé aux titulaires de l'accord-cadre par chaque établissement bénéficiaire sous forme dématérialisée.

Ce dossier de consultation comprendra à minima :

- Une lettre de consultation précisant notamment les modalités de remise des offres et les critères d'analyse des offres ;
- Un CCAP et un CCTP ou un CCATP comprenant les données de l'établissement permettant aux titulaires de l'accord-cadre de remettre une offre adaptée

Les établissements bénéficiaires s'engagent à fournir, au stade du marché subséquent, toutes les données de structure des établissements adhérents nécessaires à la remise d'une offre circonstanciée.

Seront notamment renseignées au stade du Marché Subséquent, les données suivantes, non exhaustives :

- La durée du marché subséquent qui devra respecter les principes définis à l'article 14.1.1 du CCAP
- La forme mono-attributaire ou multi-attributaires du marché subséquent ;
- En cas de multi-attribution, la répartition du nombre de berceaux entre les 2 titulaires ;
- Les données et contraintes de fonctionnement de l'établissement nécessaires à l'établissement des offres ;
- La zone géographique à couvrir ;
- Le nombre annuel de places en crèche souhaité, précisant le cas échéant ses besoins en horaires élargis ;
- Le cas échéant, le besoin en accueil occasionnel et/ou d'urgence ;
- Le cas échéant, la ou les prestations listées à l'article 2 du CCTP non souhaitées ;
- Le cas échéant, la possibilité pour les soumissionnaires de proposer à titre accessoire des structures non éligibles à la PSU ;
- Le cas échéant, le seuil d'exclusivité de nombre de berceaux confié au.x titulaire.s du marché subséquent, au-delà duquel l'adhérent se réserve la possibilité de recourir à d'autres opérateurs économiques ;
- Le cas échéant, la PSE consistant en l'attribution des berceaux des structures internes du CH si souhaité par l'établissement ;
- Les modalités et rythme de facturation souhaités ;
- La typologie et les fréquences de réunions (réunion de lancement, réunions de suivi...) ;
- Les périodes de sondage souhaitées (cf article 4 du CCTP).

L'établissement pourra demander dans la lettre de consultation des éléments complémentaires en rapports avec les critères de choix qu'il a définis et spécifiques à ses besoins.

14.2.2 RESPECT DES TERMES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires ne pourront pas apporter des modifications substantielles à l'Accord-Cadre.

Le marché subséquent ne peut avoir pour objet de renégocier les termes de l'accord-cadre ou de l'offre remise au stade de l'accord-cadre, mais uniquement de préciser les contraintes de l'établissement permettant aux titulaires de l'accord-cadre d'ajuster leurs offres retenues au stade de l'accord-cadre à ces seules contraintes.

Le périmètre des prestations arrêté au stade de l'accord-cadre ne pourra notamment pas être modifié.

Ne pourront notamment pas être modifiées les clauses relatives aux prix plafonds ou aux pénalités.

Les spécifications techniques de l'accord-cadre ne pourront davantage être modifiées.

14.3 VISITES

Une visite des locaux pourra être effectuée par les représentants de l'établissement bénéficiaire avant l'attribution du marché subséquent.

14.4 REMISE DES OFFRES

14.4.1 MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Dans un délai fixé par chaque établissement bénéficiaire et qui ne pourra être inférieur à 20 jours à compter de l'envoi du dossier de consultation, les titulaires s'engagent à remettre leur offre selon les exigences fixées par l'établissement bénéficiaire.

L'offre comprendra à minima :

- Un mémoire Technique présentant, à minima :
 - L'implantation et l'organisation du réseau local
 - Les effectifs et leur profil
 - Les réponses aux exigences formulées par l'établissement bénéficiaire dans son marché subséquent
- Une offre financière

14.4.2 PRINCIPES GENERAUX DE REMISE DES OFFRES

Les Titulaires du présent accord-cadre s'engagent à répondre aux consultations auxquelles procèdent les établissements bénéficiaires en vue de la conclusion de leur marché subséquent, dans la mesure où ils sont en capacité de proposer une offre.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à présenter une offre conforme à celle proposée au stade de l'accord-cadre tant sur un plan technique, qualitatif que financier.

Ils sont uniquement autorisés à optimiser leur offre remise au stade de l'accord-cadre tenant compte de la description du besoin et du contexte dont il aura connaissance pour l'élaboration de son offre au niveau du marché subséquent. Ils ne pourront pas la dégrader. Chaque titulaire ne dépassera pas, notamment, les prix figurant dans son offre remise dans l'accord-cadre.

Toute proposition de prix supérieure aux prix figurant dans le bordereau de prix de l'accord cadre entraînera l'irrégularité de l'offre.

14.5 NEGOCIATION

L'établissement bénéficiaire se réserve la possibilité de négocier les offres reçues.

14.6 CRITERES DES MARCHES SUBSEQUENTS

L'établissement bénéficiaire choisit l'offre qu'il juge la plus avantageuse en application des critères d'attribution définis ci-après.

Les critères de sélection au stade des marchés subséquents ne peuvent avoir pour objet de remettre en cause l'analyse des offres retenues au stade de l'accord-cadre.

La pondération définitive des critères et sous-critères sera déterminée par l'établissement bénéficiaire lors de chaque mise en concurrence dans le respect des fourchettes et hiérarchies suivantes :

- Valeur technique de : 50% à 60 % sur la base des sous-critères suivants, dont la pondération sera déterminée par chaque établissement bénéficiaire, dans le respect de la hiérarchie suivante :
 - Implantation et organisation du réseau local (maillage territorial, accessibilité des structures...)
 - Conditions d'accueil (amplitude horaire proposée, projet pédagogique, équipements et animations proposées)
 - Réponse aux contraintes de l'établissement exprimées dans la lettre de consultation
 - Moyens humains (effectifs et profils des professionnels en charge de l'exécution du marché, garantie de formation proposée aux agents, taux d'encadrement des enfants)
- Coût des prestations de 30 à 45%
- Critère développement durable de : 5 à 10%

14.7 NOTIFICATION DU MARCHE SUBSEQUENT

Chaque établissement bénéficiaire a la responsabilité de la notification des lettres de rejet et de ou des acte(s) d'engagement du marché subséquent.

15. REGLES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

15.1 RESPECT DU PRINCIPE D'EGALITE DES USAGERS DEVANT LE SERVICE PUBLIC ET DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République :

1. Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que les personnels s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le pouvoir adjudicateur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

2. Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations.

Ces contrats sont communiqués par le titulaire au pouvoir adjudicateur lors des demandes d'acceptation d'un sous-traitant ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

3. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

Le pouvoir adjudicateur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

4. Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services du pouvoir adjudicateur en charge de l'exécution du contrat.

Ce suivi prend notamment la forme de comptes rendus du titulaire suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

5. En cas de manquements répétés ou d'un manquement d'une particulière gravité, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à 30 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure.

Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation pour faute du contrat.

La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées à la suite d'une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

Au sens du présent article, le pouvoir adjudicateur est l'établissement bénéficiaire signataire du marché subséquent.

15.2 RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

16.5.1 MOTIFS DE RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque établissement bénéficiaire peut mettre fin à l'exécution du marché subséquent à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché subséquent peut être prononcée par l'établissement bénéficiaire, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général. Il en informera par écrit le titulaire au minimum deux mois au moins avant la prise d'effet.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de manquements contractuels graves ou répétés ou de défaut de mise à disposition des berceaux réservés par l'établissement bénéficiaire dans son marché subséquent.

En cas de résiliation pour faute, au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution d'un mois, doit avoir été notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'établissement bénéficiaire informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

15.2.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de procéder à l'exécution du marché par un tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant, dans la limite du montant maximum du marché ou du seuil d'exclusivité prévu dans le marché subséquent le cas échéant.

16.5.2 INDEMNITE DE RESILIATION

La résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnisation correspondant au préjudice financier résultant du manque à gagner dû à l'impossibilité de réattribuer les berceaux résiliés. La durée prise en compte pour le calcul de ce préjudice ne pourra être supérieure à un mois. En tout état de cause, le titulaire devra apporter la preuve, par tous moyens, que les berceaux résiliés n'ont pas pu être réaffectés pendant ce délai d'un mois.

16.5.3 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15.3 PENALITES D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération n'est accordée au titulaire.

Les pénalités d'exécution sont appliquées par les établissements bénéficiaires.

15.5.1 PENALITES POUR DEFAUT DE QUALITE CONSTATE

En cas de non-respect du titulaire de ses engagements relatifs au suivi de la qualité mentionnés dans son mémoire technique du marché subséquent, le titulaire du marché encourt une pénalité fixée à 300€ par constat.

En cas d'obtention d'une note moyenne des questionnaires de satisfaction complétés par les familles inférieure à la note de 14/20, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par campagne de questionnaires conformément aux dispositions 4.3 du CCTP.

Ces pénalités visent à encourager le maintien d'un niveau de qualité conforme aux attentes et aux engagements contractuels.

Elles seront déduites du paiement suivant après la constatation des défauts ou la réception des résultats des questionnaires.

15.5.2 PENALITES POUR RETARD

Retard sur le délai d'exécution :

Lorsque le délai contractuel de mise à disposition des berceaux réservés n'est pas respecté, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 250€ par jour de retard et par berceau.

Les pénalités peuvent être appliquées pendant une période de 3 mois.

En outre, dans l'hypothèse où le nombre de berceau réservé par l'établissement adhérent dans son marché subséquent n'est pas garanti par le titulaire en cours d'exécution, le titulaire devra établir un avoir sur la prochaine facture, au prorata de l'indisponibilité du nombre de berceaux non pourvus.

Le défaut de réservation des places par le titulaire peut être motif de résiliation pour faute du marché.

Retard sur le délai des résultats des questionnaires de satisfaction :

Les résultats des questionnaires de satisfaction des familles doivent être transmis par tout moyen à l'établissement dans un délai de deux mois suivant le démarrage du sondage ou suivant la demande officielle de l'établissement.

En cas de retard dans la transmission de ces résultats, une pénalité de 100 euros par semaine de retard sera appliquée.

Cette pénalité a pour objectif de garantir la réactivité et la ponctualité dans le suivi de la qualité du service fourni, éléments essentiels pour l'évaluation continue et l'amélioration des prestations.

15.5.3 AUTRES PENALITES

En cas d'absence à une réunion (réunion de lancement, réunions de suivi, commission...), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150€ par absence constatée.

En cas de non-respect d'une disposition contractuelle, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150€ par constat.

En cas de non-respect d'une disposition réglementaire, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par constat.

En cas de non transmission ou transmission incomplète du tableau de bord mensuel, du reporting annuel visé à l'article 15.4, de l'état justificatif accompagnant la facturation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150€ par jour de retard.

En cas de refus d'accueil d'un enfant pour un motif autre que l'indisponibilité de berceau, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500€ en cas de motif non justifié.

En cas de non-transmission de l'information de départ d'un enfant de l'établissement, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par constat.

15.4 REPORTING DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le suivi et pilotage des prestations seront réalisés conformément aux indications et exigences indiqués lors la passation du marché subséquent.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'établissement bénéficiaire, **le 5 du mois au plus tard**, l'état mensuel des présences et absences des enfants, le nombre d'enfants accueillis, le taux d'occupation des berceaux et les changements de personnels.

Le titulaire informe l'établissement bénéficiaire, dès qu'il en a connaissance, des arrivées et des départs définitifs des enfants.

Un état mensuel et détaillé des factures faites aux familles pourra être demandé au titulaire, par l'établissement bénéficiaire.

Chaque année, le titulaire communique à l'établissement bénéficiaire, au plus tard 2 mois après la fin de chaque année civile (soit fin février), un récapitulatif du nombre d'enfants ayant occupé les places au cours de l'année civile écoulée et le nombre d'heures totales réalisées et facturées par enfant.

Chapitre 4 - Prix et règlements

16. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

16.1 FORME DES PRIX

➤ Les prix de l'accord cadre :

Les prix de l'accord cadre sont des prix plafond forfaitaires qui ne peuvent être dépassés au stade des marchés subséquents.

➤ Les prix au niveau du marché subséquent :

Les marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre seront traités conformément aux bordereaux des prix joints aux marchés passés sur la base de l'accord-cadre.

Les prix du marché subséquent sont ceux indiqués dans l'offre remise au stade du marché subséquent. Ils ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix de renseignements dans l'offre de l'accord-cadre.

En revanche les titulaires pourront proposer des prix inférieurs, tenant compte de la description du besoin et du contexte dont ils auront connaissance pour l'élaboration de leur offre lors de la remise en concurrence au niveau du marché subséquent.

Les prix de l'accord-cadre pris en compte sont les prix de l'accord-cadre applicables à la date de l'envoi de la lettre de consultation du marché subséquent.

16.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents. Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Le coût par berceau inclut l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP.

Aucun frais ne pourra être facturée en sus et notamment la pré-réservation de places en début d'année dans des crèches identifiées ou dans le réseau du titulaire, la gestion des demandes d'accueil occasionnel ou d'urgence.

Les prix forfaitaires par berceau indiqués dans le BPU correspondent à l'accueil d'un ou plusieurs enfants sur une même place sur la base d'une occupation correspondant à 11 heures journalières, 5 jours par semaine et 47 semaines par an.

16.3 REVISION DES PRIX

17.3.1 REVISION DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

17.3.1.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION

Les prix plafond de l'accord-cadre seront révisibles chaque année à la hausse comme à la baisse à compter du 1^{er} septembre 2026, par application de la formule précisée ci-après à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Les révisions auront lieu le 1^{er} septembre de chaque année jusqu'à la fin de l'accord cadre.

A cet effet, chaque titulaire transmettra au plus tard le 30 juin (pour la révision du 1^{er} septembre), un nouveau BPU prenant en compte la formule de révision, par envoi d'un mail au référent du marché visé à l'article 1.2 du présent CCAP.

Les titulaires s'engagent à joindre la preuve des valeurs des indices.

Dans l'hypothèse où le titulaire fournit son nouveau BPU après le 1^{er} juillet, les prix en vigueur pourront ne pas être révisés jusqu'à la révision suivante ou entrer après le 1^{er} septembre.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur.

La notification du BPU au titulaire par voie électronique (échange de mails) vaut accord du pouvoir adjudicateur.

17.3.1.2 FORMULE DE REVISION

La formule de révision tarifaire est la suivante :

$$P = P_0 \times [0,2 + 0,8 (\text{Indice } I_1 / \text{Indice } I_0)]$$

Avec :

P : Prix révisé

P₀ : Prix initial de l'accord-cadre

I₁ : dernière valeur de l'indice publiée – qu'elle soit provisoire ou définitive - au mois de juin précédant la révision annuelle

I₀ : dernière valeur de l'indice publiée – qu'elle soit provisoire ou définitive - au mois de la remise des offres de l'accord-cadre.

Indice utilisé pour la formule de révision :

Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 12.4.0.1 - Services de garde d'enfants (Identifiant INSEE n° 001763815)

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763815>

Le coefficient final de révision est arrêté à la seconde décimale arrondie au centième supérieur.

17.3.2 REVISION DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

17.3.2.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION

Les marchés subséquents sont révisables à chaque date anniversaire du marché subséquent.

La demande de révision de prix doit être envoyée à l'établissement au plus tard deux mois avant la date d'anniversaire du marché subséquent.

L'établissement bénéficiaire précisera dans son marché subséquent les modalités de notification des nouveaux prix.

La formule de révision des marchés subséquents est la même que celle de l'accord cadre, étant précisé que :

P : Prix révisé

P0 : Prix initial du marché subséquent

I1 : dernière valeur de l'indice publiée – qu'elle soit provisoire ou définitive – au moment de la demande de révision

I0 : dernière valeur de l'indice publiée – qu'elle soit provisoire ou définitive - au mois de la remise des offres du marché subséquent.

17. PAIEMENT DES PRESTATIONS

17.1 MODALITES DE FACTURATION

Les factures et autres demandes de paiement sont adressées directement à chaque établissement bénéficiaire selon les modalités retenues dans l'offre du ou des titulaires.

Le rythme de facturation sera déterminé par l'établissement adhérent (mensuel, trimestriel ou autre).


Les factures devront être accompagnées d'un état récapitulatif détaillant le montant facturé.

Les factures devront notamment comporter les mentions suivantes :

- Le nom, le n° Siret et l'adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- Le numéro du marché
- La prestation exécutée
- Les quantités exécutées
- Le prix net hors taxe de chaque prestation
- Le prix des prestations accessoires, le cas échéant
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations exécutées
- La date de facturation


Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution de la prestation. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

1/ Facture électronique :

-  Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

-  La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges. Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement bénéficiaire.

Il est établi une facture reprenant les prestations réalisées.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation spécifique pour les prestations complémentaires).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

17.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des prestations, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

Chapitre 5 – Résiliation de l'accord-cadre

18. MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou à la suite d'une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de manquements contractuels graves ou répétés dans l'exécution des marchés subséquents.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution.

19. INDEMNITE DE RESILIATION

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de résiliation en cas de résiliation de l'accord-cadre.

20. RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Définition du pouvoir adjudicateur
3.1.2	Date de notification de l'accord-cadre
14.1	Pénalités pour retard
14.1.1	Absence mise en demeure pour les pénalités de retard
14.1.2	Absence plafond des pénalités
14.1.3	Absence d'exonération à l'application des pénalités
42	La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation